

MUR - MURS aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Février 2016

Instrumentalisation raciste des viols à Cologne : nous ne sommes pas dupes !

Nous vivons, ici en Europe, dans des sociétés patriarcales où le viol est monnaie courante. Mais ces crimes sont souvent passés sous silence par les médias dominants. En France, les viols ou tentatives de viols sur les femmes se font au rythme de 230 par jour ! Dans 90% des cas les femmes connaissent leur agresseur et 60% des viols ont lieu au domicile de la victime*. Le principal danger, ce sont les rapports de soumission dans l'espace domestique. Non seulement les femmes sont violées, mais elles sont aussi humiliées et stigmatisées dans les espaces publics et domestiques, sans que cela n'ait jamais déchaîné l'hystérie médiatique actuelle.



(*) Source : Observatoire national des violences faites aux femmes

Cette soudaine sur-médiatisation des agressions de Cologne laisse entendre que le viol aurait complètement disparu des « mœurs » en Europe, et masque ses causes structurelles. La violence contre les femmes est sans frontières et n'est le monopole d'aucune culture ni d'aucune religion. Elle est le résultat d'un système de domination des hommes sur les femmes, le patriarcat.

Il s'agit d'une instrumentalisation des agressions à des fins racistes, dans un contexte où les migrants, et les musulmans en particulier, sont attaqués de toute part par les politiques et les médias. Ces derniers utilisent régulièrement le discours sur les droits des femmes pour justifier des pratiques et lois racistes. Le viol devient tout à coup un sujet médiatique servant à stigmatiser toute une population. Après l'amalgame migrant-terroriste, apparaît l'amalgame migrant-violeur.

La construction raciste « homme de couleur contre femme blanche » occulte la situation des femmes migrantes, massivement victimes de violences sexuelles dans l'indifférence la plus totale : par la dangerosité des parcours migratoires, les guerres, l'absence de protection et de toits, la promiscuité dans les camps, mais aussi de la part de la police, en centre de rétention. Elles sont doublement victimes de la récupération raciste d'agressions sexuelles et de la répression qui s'en suit.

Solidaires pour combattre le racisme et le patriarcat !

Le 6 février : en mémoire des morts aux frontières

Le 6 février 2014, au moins 15 migrants sont tués par les forces de l'ordre espagnoles alors qu'ils tentent d'entrer par la mer à Sebta (Ceuta), colonie espagnole au Maroc. Ce jour-là, la Guardia Civil tire à l'aveugle des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogène. Touchés par ces tirs, asphyxiés par les gaz, des migrants s'évanouissent et meurent noyés. Des dizaines d'autres sont blessés, arrêtés et refoulés vers le Maroc, en toute illégalité.

Un crime d'Etat de plus aux frontières de l'Europe-forteresse !

Depuis deux ans, le 6 février, des associations appellent à commémorer les victimes de ce crime et à dénoncer la militarisation des frontières. Ce crime policier n'est pas une « bavure » mais bien la conséquence affreuse logique des politiques migratoires que mène l'UE : harceler les migrant.e.s et les

dissuader de rejoindre le sol européen. Par tous les moyens nécessaires !

Alors que les pays occidentaux continuent de piller et de saccager l'Afrique, l'UE et ses alliés mènent une guerre sans relâche contre les personnes qui cherchent un refuge en Europe. Les frontières sont fermées par des murs de plus en plus haut et des barbelés qui tuent et mutilent. Elles sont surveillées par des satellites, des drones et des centaines de caméras.

Toujours plus de moyens financiers et humains sont alloués à Frontex, l'agence qui joue le rôle d'armée européenne des frontières. Et le seul résultat de cette politique sécuritaire est le nombre toujours plus important de personnes qui perdent la vie en tentant de traverser ces frontières. Tous les jours, l'UE tue directement ou indirectement.



En 2015, 4000 personnes sont mortes sur les routes de l'exil. Plus de 30000 en 15 ans.

Nous condamnons les crimes policiers, le harcèlement quotidien des migrant.e.s, et les refoulements illégaux ! Nous dénonçons les murs construits partout en Europe et à ses frontières. Nous appelons à la solidarité active avec tou.te.s les exilé.e.s.

**NOUS NE VOULONS PAS D'UN
MONDE SANS MIGRATIONS!**

MUR - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Février 2016

LES MIGRANTS PRIS DANS LA NASSE DE CALAIS



A Calais, vivent dans des conditions indignes plusieurs milliers de personnes qui veulent quitter le territoire français pour rejoindre l'Angleterre. Mais la France qui se fait le gendarme des frontières pour le compte de la Grande-Bretagne, fait tout pour les en empêcher. Cette frontière à l'intérieur de l'Europe se durcit chaque mois un peu plus avec la multiplication des barrières (de chaque côté de l'autoroute qui longe le camp) et le renforcement de la présence policière.

En refusant d'intégrer l'espace Schengen, la Grande-Bretagne a réussi la prouesse d'imposer le contrôle de ses frontières à la France, bafouant, ainsi l'article 13.2 de la déclaration universelle des droits de l'homme : « Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien ». Pour quels résultats ? De plus en plus de personnes sont bloquées contre leur volonté sur le territoire français, contraintes de s'y installer parce que le passage vers la Grande-Bretagne est de plus en plus dangereux et coûteux.



Ces migrants que personne ne veut bloqués à Calais

Originaires de pays en guerre, les migrants ne peuvent pas être renvoyés dans leur pays. Alors, on fait semblant de s'en occuper. L'asile en France ? L'Etat fait mine d'accepter à quelques-uns le statut de réfugiés s'ils renoncent à leur projet migratoire vers l'Angleterre. Pour cela le directeur de l'OFPRA fait du démarchage à Calais, et des gens sont envoyés en "centres de répit" dans le but premier de "désengorger" la jungle. Mais les exilés reviennent presque tous à Calais. Ce n'est pas en France, où ils n'ont pas d'attaches et ne connaissent pas la langue, qu'ils souhaitent vivre.

Pendant ce temps à Calais la situation se dégrade. Alors que 7000 personnes vivent dans des abris de fortune, un camp de containers a été aménagé pour seulement 2000 personnes : avec couvre-feu, identification des empreintes digitales et radiation si on ne se présente pas pendant 48h. Pour ceux qui n'acceptent pas ou ne peuvent intégrer ce ghetto sécurisé, il ne reste que la violence pour les décourager de rester sur la jungle : tous les soirs, les policiers arrosent le camp de grenades lacrymo. À cette violence s'ajoute celle des groupes d'extrême-droite qui harcèlent les migrant.e.s.

BRÈVES

Travailler sans être exploité

A Paris, le 28 juillet dernier, 300 travailleur·se·s sans-papiers ont investi les locaux de l'inspection du travail, aidé·e·s par l'intersyndicale du ministère du travail. Il·elle·s dénonçaient leur exploitation en tant que travailleur·se·s au noir contraints.

Criminalisation de la lutte

A Calais, 6 migrants et deux soutiens politiques ont été placés en rétention et sous contrôle policier en attendant leur procès le 22 février. Leur crime ? Être montés dans un ferry comme action symbolique lors d'une manifestation contre la répression des migrant·e·s à Calais.

Quand les néo-nazis passent pour des riverains excédés

Au cours d'une manifestation de migrants à Calais, un "riverain excédé" selon les médias vise des manifestant·e·s avec son fusil. En guise de "riverain", il s'agissait d'un néo-nazi bien connu à Calais. Infos : lahorde.samizdat.net

La grâce hors de l'Europe ?

L'UE a menacé d'exclure de l'espace Schengen la Grèce, accusée d'être incapable de « sécuriser » l'une des frontières extérieures de l'Europe. Dans un contexte d'hystérie anti-migrants où les entorses à la liberté de circulation en Europe se multiplient, cette annonce sonne-t-elle la fin de Schengen ?

Ce journal mural est un apériodique réalisé à Grenoble. Il paraît de temps en temps pour diffuser des infos, actualités et analyses sur ce qu'il se passe aux frontières de l'Europe : une véritable guerre à l'encontre des personnes exilées, avec son armée (Frontex) et ses relais médiatiques. Ces frontières ne sont pas des lignes, elles sont diffuses, leur présence est partout à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation systématique des exilées. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour toutes et tous, veut contribuer à lutter contre le racisme et les nouvelles formes du colonialisme, contre les frontières et les injustices sociales, et contre la politique de la peur.